

ZÉRO DE CONDUITE 78

Journal *quandonveutmaidaire* de la CNT éducation 78 – Pour une révolution sociale, éducative et pédagogique

UN SYNDICAT : ÇA COMBAT !

LA GRÈVE ? Si la CNT éduc 78 s'est associée aux derniers appels à la grève du 24 novembre et du 21 janvier, c'est sans se leurrer.

La seule riposte, la grève, qui a du sens, c'est celle qui se fixe des objectifs précis et se poursuit par reconduction jusqu'à les avoir atteints. Dans les AG, tâchons de contaminer écoles et bahuts par le virus de cette grève combative bien plus virulente que la traditionnelle grève saisonnière épisodique !

Cela concerne aussi le syndicalisme dans son ensemble, tant il est majoritairement englué depuis des années dans ses dérives : cogestion, concentration sur les situations locales et les cas individuels, permanents déconnectés du travail et frein à l'action des personnels quand elle déborde leurs directives...

Les fortes mobilisations interprofessionnelles de 2009 et les mouvements sectoriels qui s'enchaînent cet automne prouvent qu'une riposte d'ampleur est possible.

Il apparaît donc urgent de forger une alternative syndicale combative et autogérée, actrice des luttes !

Construisons-la pour que l'on ait toujours raison de se syndiquer !

LA CNT C'EST QUOI ?

Un syndicat ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois les champs économique, politique, social et culturel. **De combat !** Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

Autogestionnaire ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. **Solidaire !** Parce que les hiérarchies s'opposent à une société égalitaire et autogérée. **Anticapitaliste !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons alors les orienter pour le bien de toute la collectivité. C'est pourquoi le syndicalisme doit être porteur d'un projet de changement... Un projet révolutionnaire.

► **RENCONTRE - DÉBAT**
avec Emmanuel Picard qui a codirigé
La Fabrique scolaire de l'histoire (éd. Agone)

Mercredi 10 février 20 h 45
librairie La Réserve
(voir présentation au dos)

Face à la loi du chiffre opposons la force du nombre

Faire du chiffre...

13500 postes d'enseignant-e-s et 500 postes administratifs supprimés cette année 16000 envisagés pour la suivante (dont 600 postes administratifs et 14000 postes d'enseignants stagiaires). Si 500 postes sont créés en primaire, c'est par la fin de décharges dans des structures péri éducatives ou culturelles : rationalisation et fermeture de l'école sur elle-même...

Fin de contrat et retour au chômage pour 30000 EVS et AVS, cet été. Dans le secondaire, la précarisation de la vie scolaire se poursuit avec l'arrivée des « médiateurs de la réussite scolaire », des contrats aidés pour remplir le job des CPE. Ces suppressions interviennent dans un contexte de hausse du nombre d'élèves, conséquence logique du « baby-boom » en cours depuis 2000 : plus 16000 élèves en collège et plus 1700 élèves au primaire.

Fin des BEP

Généralisation des bacs pros en 3 ans : une année en moins, c'est moins d'enseignement et donc moins d'enseignant-e-s. C'est aussi la voie de la déqualification pour une frange de nos élèves exclus de cette formation, réorientés vers des CAP ou décrochant en cours de bac. Déqualification qui tirera vers le bas le marché du travail, en terme d'emplois et de revenus.

Casse du statut de la fonction publique territoriale

Un projet de loi, concernant les agents dépendant de la FPT (ATSEM, TOS décentralisés) pro-

pose la « liberté de recrutement par les collectivités territoriales » par le recours au « contrat de travail de droit commun ». C'est la fin du statut des fonctionnaires territoriaux, ballon d'essai pour la fonction publique d'État ? Arracher des embauches à hauteur des besoins exprimés par les équipes de chaque établissement, pérenniser les emplois en vie scolaire et en finir avec les contrats précaires, obtenir une vraie formation professionnalisante rémunérée en début de carrière, empêcher la casse des statuts, bloquer de manière générale la dérive libérale de l'école et la régression pédagogique actuelle... Autant de luttes à mener pour ne pas subir une nouvelle année de régression ! ■



IUFM : formation peau de chagrin

A la rentrée 2010, vont arriver nos nouveaux collègues issus de la réforme de la « Masterisation » et les inquiétudes sont grandes : les stagiaires reçus aux concours de recrutement du 2nd degré seront affectés sur un poste « normal » de 18 heures. Jusqu'à la Toussaint, ils seront en responsabilité dans leurs classes, en présence de leur tuteur. Durant ces 6 semaines, celui-ci sera remplacé dans ses classes, par un TZR ou par un contractuel. De la Toussaint au mois de février, chaque stagiaire assurera seul son service. En février, il suivra une formation de 5 ou 6 semaines. Il sera alors remplacé dans ses classes par... un étudiant admissible au concours de recrutement dans le cadre des stages « 108 heures ». Puis, jusqu'à la fin de l'année, le stagiaire assurera seul son service de 18 heures. Ce dispositif, déjà officiel dans plusieurs académies pourrait être aménagé dans d'autres.

Comment accepter de débiter un métier difficile en étant obligé de travailler à temps plein, parfois sans soutien pédagogique digne de ce nom ? Et qui assurera cette formation ? Comment accepter que des élèves aient 2 profs différents sur une année, dont l'un sans formation (les M2 du stage de février et les contractuels du début d'année). Beaucoup d'inconnues encore alors que les DGH sont arrivées dans les établissements et qu'on ne sait pas encore de quoi la rentrée sera faite. ■



Contre les évaluations : la grève !

LES ÉVALUATIONS DE CM2 ET DE CE1 ont provoqué une indignation générale. À la fois pour des raisons qui tiennent à la nature de l'épreuve, pour la confusion entre bilan et diagnostic qu'elle aggrave, pour ses questions sur une partie du programme non étudiée, des items non adaptés au cursus général des élèves, le codage binaire des réponses, l'impossibilité de renseigner à partir de ce test sur les compétences réelles des élèves, et bien sûr le caractère ultra-sélectif de certains items et du temps accordé. À cause aussi du but avoué par la Direction des écoles, d'être le moyen de vérifier la bonne application des « nouveaux programmes » dont personne ne veut, et de servir de critère pour la mise en place de l'aide personnalisée, alors que justement la forme du test ne permet pas de comprendre d'où viennent les difficultés rencontrées par les élèves.

Et puis pour des raisons plus essentielles qui tiennent à la fonction que les évaluations jouent dans la politique gouvernementale; le fait qu'elles soient sans cesse présentées de manière hégémonique et contraignante comme « outil de mesure par les résultats pour gouverner ».

Ces évaluations nationales de masse sont amenées à être un des instruments privilégiés d'un fonctionnement au mérite (classement des écoles puis des enseignants), et d'une politique d'éco-

nomies et de surveillance. À terme, l'objectif visé est de mettre au pas les enseignants afin de revenir aux fondamentaux d'une école française dont nous ne voulons plus : produire de la différenciation, sélectionner, trier, orienter, reproduire les inégalités sociales et reléguer le plus grand nombre, tous les "inaptes" à la discipline scolaire. C'est pour cela que nous pensons que tous les enseignants doivent manifester leur refus de mettre en place ces évaluations. Et seule la grève peut empêcher concrètement leur mise en place et éviter les pressions individuelles exercées sur les enseignants de CM2 et de CE1. De plus la grève est toujours l'occasion de débats entre enseignants et avec les parents, pour qu'ensemble nous puissions à nouveau nous autoriser à réfléchir à l'école que nous voulons et à celle que nous refusons. Nous proposons aussi que les retraits de salaires soient, comme cela a été le cas pour ceux qui ont refusé la mise en place de l'aide personnalisée ou le fichier Base Élève, pris en charge par la solidarité. Nous devons créer des caisses de grèves alimentées par des événements festifs et des appels à dons cela a largement fait ses preuves l'année dernière. Il faut construire une résistance collective, pour continuer à refuser ce qui nous semble contraire à l'intérêt des élèves et à nos intérêts de travailleurs.

Équipes mobiles de sécurité : leurre avenir ?

ON AVAIT LES FLICS qui font de la "prévention drogues" (fouille d'élèves avec des chiens), ceux qui font de la "prévention routière" (ceux-là, ils sont très gentils, bien qu'armés jusqu'aux dents), ceux qui viennent chercher les parents ou les enfants à l'école pour les envoyer dans un sympathique voyage en charter. Tous ont bien contribué à montrer aux enfants qu'ils vivent dans un pays bleu marine. Maintenant, on a les "équipes mobiles de sécurité". Ce sont des profs, éducateurs sportifs, psychologues, anciens flics ou militaires, avec un beau blouson vert (kaki?) et un beau brassard. Non armés, mais rompus aux sports de combat, ils sont chargés de "rassurer les équipes pédagogiques"... à coups de rangiers.

Bonne nouvelle pour tous les enseignants lassés des punitions à l'ancienne, ils peuvent postuler pour l'un des 500 postes créés.

QUESTION : 500 flics en blouson vert feront-ils le travail des milliers de surveillants manquants, des RASED supprimés,



des co-psy éliminés, des dizaines de milliers de profs non remplacés, des infirmières introuvables, des travailleurs précarisés? Deuxième question : et s'ils comptent faire ce travail, avec quelles méthodes comptent-ils y parvenir?

WWW cnt-f.org/fte

Toute l'actualité des syndicats CNT dans l'éducation, des dossiers, des infos pratiques (préavis de grève, rendez-vous de manifs...), des infos juridiques...



N'Autre école n° 24 est sorti



RESSOURCES : c'est le thème du dernier numéro de *N'Autre école*, une revue qui milite pour une révolution sociale et pédagogique. Ressources? Ce sont les outils dont nous avons besoin dans nos métiers d'éducateurs : aux "groupes de pilotage" officiels, nous préférons nos équipes, solidaires, conscients, armés de connaissances et de courage. Ce numéro fait la liste des sources d'information, expose donc ce qui se fait et ce qui peut se faire, dans une école qui doit devenir nôtre et changer en profondeur d'objectifs et de méthodes.

N'Autre École, revue trimestrielle de la CNT éducation, se propose d'être un outil pour tous ceux qui refusent le statu quo du tri social et de l'apprentissage de la soumission par l'école.

Des pédagogues, des syndicalistes – souvent les deux à la fois – échangent leurs réflexions et s'interrogent sur leurs pratiques, professionnelles ou militantes; qu'ils soient à la CNT ou non, ils n'appartiennent pas à la catégorie des commentateurs mais vivent ce dont ils parlent; ils n'ont pas non plus cette crainte de la parole et de la mise en questions si prégnante dans la société et dans les salles de maîtres ou de profs et qui conduit à la résignation et à l'enfermement individuel.

Bref, une revue syndicale et pédagogique faite par ceux qui font, et qui veulent changer de société et d'école. Mais on ne dialogue pas tout seul, et nous voulons être nombreux, plus nombreux qu'aujourd'hui, à parler, réfléchir et construire.

<http://www.cnt-f.org/nautreecole/>

L'abonnement est de 20 € pour 5 numéros, 30 € pour un abonnement de soutien, ou bien 15 € pour précaires, étudiantEs, chômeurs/ses, prisonnierEs. Chèques à l'ordre de CNT (mention au dos "revue fédérale"), à envoyer à : CNT-FTE, 33 rue des Vignoles, 75020 Paris.

**Zéro de conduite 78, bulletin de la CNT éducation du Mantois : cnt78educ@cnt-f.org
CNT éducation 78 : BP 9, 78 440 Gargenville**

Lutte des travailleurs sans-papiers

La lutte des travailleurs sans-papiers est aussi notre lutte!

PLUS DE 5000 SALARIÉS SANS-PAPIERS SONT EN GRÈVE EN ILE-DE-FRANCE. Le mouvement touche plus de mille entreprises et une quarantaine de sites sont occupés. Le front syndical, principalement autour de Solidaires et la CGT, revendique toujours la régularisation de tous les travailleurs sans-papiers et exige du gouvernement un texte définissant des critères simples et applicables partout. Comme en 2008, le syndicat CNT du nettoyage participe au mouvement. Deux sites sont occupés à son initiative, l'un d'ISS l'autre d'EFFI SERVICE.

Après avoir occupé la Cité des sciences de Paris le dimanche 18 octobre 2009, les travailleurs de la société sous-traitante ISS, l'un des leaders du nettoyage et du « multiservices », ont investi les locaux de leur société dans le 12e arrondissement. ISS, dont le siège a déjà été occupé en octobre 2008, n'a jamais respecté ses engagements, licenciant ses travailleurs sans papiers après plusieurs années d'exploitation.

Ces travailleurs-euses sont nombreux et indispensables dans certains secteurs de notre économie (bâtiment, travaux publics, nettoyage, sécurité, restauration, intérim, aide à la personne, agroalimentaire, confection...).

La plupart paient des impôts, cotisent (retraites, maladie, chômage...). Ils ne prennent le travail de personne et bien souvent l'exercent dans des conditions particulièrement pénibles, parce que sans droit.

La régularisation de tous les travailleur(euse)s sans papiers, c'est bon pour tous les salariés!

Solidarité financière avec les grévistes sans-papiers :

Pour pouvoir s'inscrire dans la durée et déboucher sur une victoire, les grévistes ont besoin d'argent.

Les dons peuvent être envoyés à : CNT Nettoyage, 4 rue de la Martinique 75018 Paris – chèques à l'ordre de CNT nettoyage avec mention « Solidarité grévistes » au dos.

DERNIÈRE MINUTE : tous les salariés d'EFFI, pour lesquels un dossier a été présenté à la préfecture, ont reçu un récépissé de trois mois avec autorisation de travail et ont repris le travail. La collecte de dons se poursuit pour couvrir les frais et le paiement des jours de grève.

Pour le syndicat du nettoyage, la lutte continue.

La fabrique scolaire de l'histoire

Sous la direction de Laurence DE COCK et Emmanuelle PICARD, Agone.

Laurence De Cock et Emmanuelle Picard dirigent ce travail dans lequel on a

pu réunir plusieurs enseignants, formateurs, et universitaires, spécialistes du traitement de l'histoire à l'école en France. S'il s'agit davantage d'un document universitaire plus que d'un « brûlot » militant, l'enseignant pourra trouver ici un ensemble d'informations et d'interrogations sur la matière qu'il enseigne. Le livre parvient en effet à mettre en perspective la singularité française de l'enseignement de l'histoire depuis la Révolution : outil d'émancipation? De domination? De construction du citoyen? Il s'agira aussi de montrer au lecteur, par divers témoignages d'acteurs de l'Éducation, les enjeux politiques et l'importance des débats (et des combats) qui agiteront le « milieu » lors de l'élaboration des programmes : « thématistes » contre « chronologistes », partisans du « roman national » désirant contre une vision qui donne plus de sens à la pluralité des histoires. Un livre exigeant et passionnant qui rappelle que l'histoire n'est pas immobile et que ce sont les rapports de force qui lui permettent de se mouvoir.

« Tous au cinéma » organise la projection du film *Arsenic et vieilles dentelles*, le vendredi 19/02 à 20 h 30 à la Maison pour tous de Mantes-la-Ville. 3 € avec petite restauration.